



La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes soutient Femmes solidaires dans ses revendications ([communiqué de presse](#)) et dénonce le comportement des autorités dimanche dernier lors de la dernière étape du Tour de France .

Femmes Solidaires mise hors jeu par la police lors du passage du Tour de France

Femmes Solidaires dans le cadre de sa campagne en faveur d'une plus grande visibilité du sport féminin avait décidé de faire savoir à l'occasion de la dernière étape du Tour de France (masculin) à Paris, que le Tour féminin avait été purement et simplement annulé faute de sponsor.

Pour dénoncer cette injustice flagrante dans le pays de Jeannie Longo, les militantes de Femmes Solidaires ont déployé une banderole sur le tronçon Tuilerie du passage du Tour de France refusant la mise « hors-jeu des filles » dans le foot comme dans le cyclisme. Elles avaient revêtu des T-shirts avec le même slogan et distribué des tracts.

La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes qui regroupe 80 associations en France et développe une réflexion sur les femmes et le sport à travers une Commission

spécialisée sur ce sujet avait apporté son soutien à cette action de Femmes Solidaires. La Ligue du Droit International des Femmes, membre de la CLEF était également présente lors de cette action sur le parcours du Tour de France rue de Rivoli à Paris.

Le public ainsi que les participants de la caravane du Tour manifestaient leur approbation à l'égard de cette présence colorée et sympathique des militantes conscients qu'un vrai problème était soulevé.

Malheureusement, la préfecture de police a pris la décision totalement inattendue de mettre un terme à cette présence pacifique et amicale, en lien direct avec l'événement. Pourtant les militantes n'occupaient qu'un très petit espace sur le parcours rue de Rivoli. Elles avaient tout autant sinon plus de droit de faire connaître leur message que le public agitant des drapeaux nationaux ou les marques industrielles affichant leurs slogans publicitaires !

La CLEF tient à dénoncer avec la plus grande fermeté cette décision injuste et inadaptée qui ne peut que blesser davantage tous ceux et celles qui veulent que le sport féminin soit valorisé au même titre que le sport masculin.
